

FUSION GDF - SUEZ : les dangers de la privatisation de l'énergie

Ce qui est en jeu, avec le projet de fusion GdF - Suez, c'est la privatisation de Gdf, l'état ne gardant que 34% dans le nouveau groupe ainsi créé, au lieu des 70 promis et votés par l'Assemblée nationale il y a quelques mois !

Ce qui est en jeu, c'est l'existence même d'une entreprise nationale, menacée par la libéralisation qui ne répond pas aux besoins de sécurisation de nos approvisionnements, de préservation de notre indépendance énergétique, du maintien des tarifs « uniformes » (péréquation) et supportables par les usagers sur tout le territoire.

La règle qui prévaut dans la plupart des secteurs livrés à la concurrence est celle d'une gestion axée sur les profits à courts termes. Servir les augmentations à 2 chiffres des dividendes des actionnaires, n'est pas conciliable avec les investissements lourds requis par la production énergétique.

Rentabilité rapide oblige :

► les emplois diminuent et les tarifs augmentent. Alors que 20 000 emplois ont été supprimés en 20 ans à EDF-GDF et que 6000 le seront d'ici 2 ans, les particuliers ont subi une augmentation de 30% en 18 mois sur leur facture de gaz. Le prix de l'électricité a augmenté de 70% en 3 ans pour les grosses entreprises consommatrices.

► Le service public est remplacé par le service payant. Les centres de proximité réservés aux usagers disparaissent, plus de 50 sont menacés de fermeture au public en région PACA. Les délais pour un rendez-vous ou un dépannage sont de plus en plus longs et obtenir un interlocuteur au téléphone devient un parcours du combattant. Les interventions gratuites hier sont devenues payantes.

► L'aménagement du territoire, la sécurité et la continuité d'approvisionnement ne sont plus prioritaires face aux exigences du marché. Une certaine pénurie permet d'augmenter les tarifs ! Tant pis si cela oblige à des délestages, à des interruptions de fourniture !

Depuis 2000, GDF préfère réduire ses livraisons dans certaines régions plutôt que d'investir dans la construction et le développement de stockages de gaz à la hauteur des nécessités alors que dans cette période la consommation a augmenté de 10%. En mars 2005, pour accroître ses marges, GDF n'a pas hésité à vendre les réserves de stockage aux Etats-Unis au mépris de notre sécurité d'approvisionnement. L'effondrement du réseau ouest a été évité de justesse.



Toutes les études démontrent la nécessité d'investir immédiatement dans des moyens de production d'électricité diversifiés, on sait que des problèmes à la pointe pourraient intervenir dès 2008 au point que l'éventualité de coupures tournantes ne peut-être écartée. Cela n'inquiète pas les investisseurs qui y voient une meilleure rentabilité des installations et des dividendes pour les actionnaires.

En PACA, les réseaux actuels sont en permanence en risque de rupture. Après l'annulation de la construction de la ligne Boute-Carros, les pouvoirs publics n'envisagent pas de réaliser les investissements nécessaires à la garantie d'alimentation d'électricité de notre région. Les risques de coupures d'électricité sont mis en évidence puisque cette décision conduit à délester une partie des populations et des industriels pour sauvegarder les réseaux.

Ce qui est en jeu avec le projet de fusion c'est aussi la privatisation d'EDF !



Suez est le 5ème producteur d'électricité en Europe. Non seulement le nouveau groupe serait en concurrence frontale avec EDF, mais la fusion GDF-SUEZ pousserait à la privatisation d'EDF qui aurait besoin de capitaux pour faire face à cette concurrence.

En septembre, les députés sont appelés à voter sur un projet de loi de privatisation de Gaz de France, en préalable à la fusion avec Suez. Ce qui est en jeu c'est le recul de la maîtrise publique de l'énergie, l'ouverture des marchés qui justifierait la disparition des services publics nationaux, la fin de la propriété publique.

Cela pourrait ensuite s'appliquer à EDF et notamment à la production malgré les risques qui peuvent en découler s'agissant de la propriété publique du nucléaire ! La maintenance des 19 centrales nucléaires du parc français nécessite de gros investissements. Qu'en sera-t-il quand la majorité du capital sera aux mains d'actionnaires exigeant une rentabilité optimale pour leurs intérêts particuliers ?

L'énergie est un bien vital. Source de froid, de lumière et de chaleur, elle permet tout à la fois de se déplacer, de travailler, de se nourrir, de s'éclairer, de se chauffer. De l'accès à l'énergie dépend bien souvent l'accès à la santé, à l'hygiène, à l'éducation. Elle contribue à la vitalité économique de notre pays et est créatrice d'emplois et de richesses. L'énergie a donc pleinement vocation à être un service public, au service de tous et de toutes, répondant réellement aux besoins de la population et contribuant au développement économique des territoires. Livrer à la concurrence et aux intérêts financiers privés cette ressource collective, c'est faire fi de l'intérêt général et obérer l'avenir du pays. C'est inacceptable !

Même si le gouvernement menace de dégainer le 49.3, gageons que nos députés défendront fermement l'intérêt des usagers, des salariés et du pays, au lieu de suivre aveuglément le dogme de l'efficacité du marché. Il est inacceptable qu'un gouvernement en fin de mandat, dépourvu de légitimité populaire puisse engager des choix aussi cruciaux à six mois du grand débat de l'élection présidentielle.

La fusion GDF-SUEZ, supprimerait le contrôle public sur Gaz de France et ne permettrait pas à l'Etat de conserver la maîtrise de la stratégie gazière en France. Assurer la pérennité de Suez

ne nécessite pas de brader nos entreprises nationales à la concurrence. Dans l'arsenal anti-Opa, d'autres solutions existent.



En cette période de crise de l'énergie, il est urgent de renforcer la maîtrise publique et l'efficacité du secteur énergétique. Comme pour le CPE, opposons la force du nombre au démantèlement de notre service public de l'énergie et exigeons la fusion EDF-GDF dans un grand pôle public de l'énergie.

Le 12 septembre, à l'appel de la CGT, FO, la CGC et la CFTC le personnel des Industries Electriques et Gazières sera mobilisé nationalement contre la privatisation de l'énergie, gageons que salariés du privé, du public et usagers seront à ses côtés !

Patricia DIEGHI est Agent EDF (Marseille) et militante CGT.